

Les documents du Musée de la Résistance nationale dans le dossier national du CNRD

Journal clandestin *Combat*



Combat, n° 39, janvier 1943.

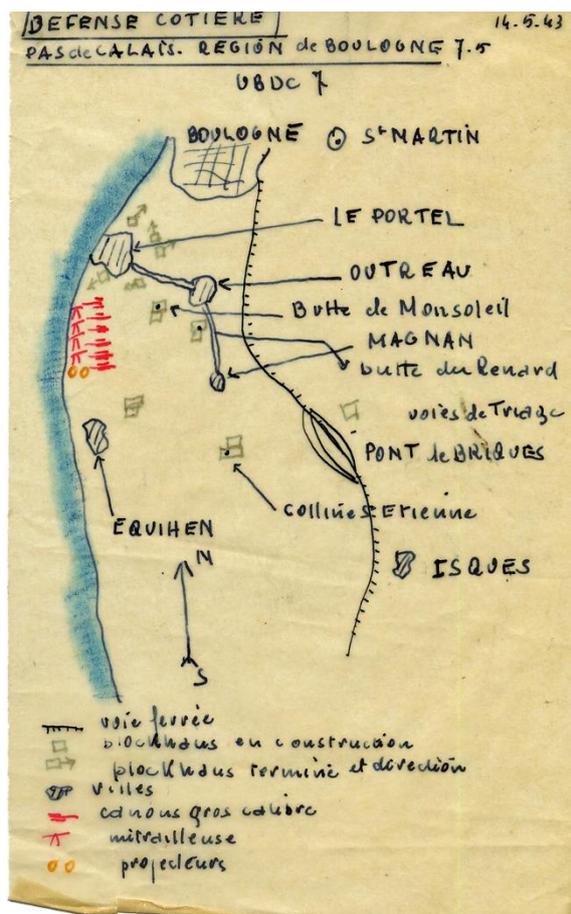
La photographie, transmise par les services de propagande de la France libre, rend hommage aux FFL qui ont combattu à Bir Hakeim. coll. Musée de la Résistance nationale / Champigny

Les Forces françaises libres (ou FFL) sont engagées aux côtés des Alliés depuis 1940. Cependant, leur implication demeure modeste et est peu mise en valeur. La bataille de Bir Hakeim, en Libye italienne, du 26 mai au 11 juin 1942, change la donne. La résistance de la 1^{ère} DFL (division française libre) sous les ordres du général Koenig face aux troupes italiennes et allemandes permet de contenir l'offensive de l'Axe en Libye et de protéger le repli des troupes britannique vers l'Egypte. Les FFL doivent abandonner leur camp retranché mais ils ont tenu tête aux Allemands lors de leur première confrontation directe.

L'attitude héroïque des FFL est célébrée par la radio britannique et par la presse alliée. Le 10 juin, le général de Gaulle adresse à Koenig un télégramme : « Sachez et dites à vos troupes que toute la France vous regarde et que vous êtes son orgueil. » Des photographies des combattants de Bir Hakeim parviennent en France et sont publiées par la presse clandestine. Le message est double : la Résistance intérieure salue ses frères d'armes qui combattent en dehors des frontières de la France et elle démontre par la publication de photographies qu'elle s'est dotée des moyens techniques pour répondre à la propagande de l'Occupant et de l'Etat français.

L'impact de Bir Hakeim est immédiat et durable. La bataille devient le symbole du renouveau de la France au combat au même titre que celle de Valmy en septembre 1792. En 1943, Jean Capel (commandant Barot) crée le maquis Bir Hakeim dans le sud du Massif central tandis qu'André Chabanne puis Claude Bonnier organisent le maquis Bir Hacheim [sic] en Charente. En 1943 également, à Bourg-en-Bresse, André Jacquelin fonde *Bir Hakeim*, « journal républicain paraissant malgré la Gestapo, malgré le négrier-gauleiter Laval et le gouvernement de Vichy ».

Carte du service B des FTP



Carte détaillée de la défense côtière du Pas-de-Calais, service B des FTP (réseau FANA)
coll. Musée de la Résistance nationale / Champigny,
fonds Service B

La Résistance intérieure se développe dès les premiers mois de l'Occupation autour de la collecte d'informations sur la situation des forces allemandes en France. Les Alliés et la France libre s'efforcent d'organiser en France des réseaux en mesure de recueillir les renseignements nécessaires pour préparer les opérations militaires, notamment les bombardements aériens. Les informations obtenues permettent également de procéder à des actions de sabotage, perpétrées par des commandos intervenant ponctuellement en France ou par des groupes de résistants progressivement pourvus du matériel nécessaire (formés par des agents envoyés en France ou par la lecture de manuels d'entraînement à la lutte armée).

Les Francs-Tireurs et Partisans (ou FTP), composante armée de la Résistance communiste, se dote rapidement de leur propre service de renseignement, appelé Service B. Leurs agents, répartis dans toute la France, fournissent des informations d'une grande précision comme en témoigne le plan reproduit sur papier calque des défenses côtières du Pas-de-Calais. Le Service B transmet une partie des renseignements recueillis aux services de renseignement français libre (Bureau central de renseignement et d'action ou BCRA), britannique ou américain, en échange de parachutage d'armes, de vivres ou d'argent. Il informe aussi les services soviétiques, notamment sur la situation de l'armée Vlassov, composée de Russes ralliés aux Allemands, très présente en France.

Fausse carte d'identité de Pierre Georges



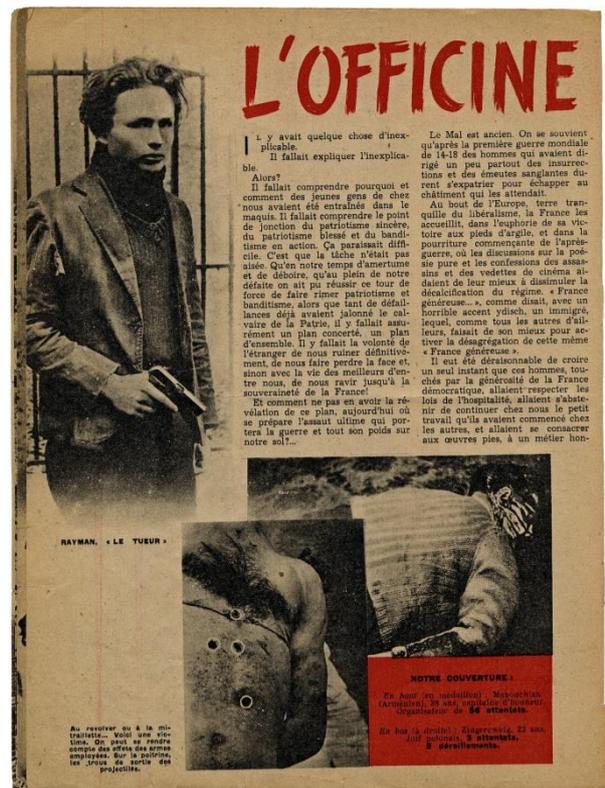
Fausse carte d'identité de Pierre Georges, dit Fabien, sous l'apparence d'un prêtre catholique coll. Musée de la Résistance nationale / Champigny, fonds Pierre Georges

Pour beaucoup de résistants, la clandestinité est une nécessité. Pour ceux dont la véritable identité a été découverte, ou qui veulent protéger leurs proches d'éventuelles représailles, il faut adopter une nouvelle identité, aussi crédible que possible.

La nécessité suscite des talents. Progressivement, une véritable filière des faux papiers se met en place. Des faussaires improvisés inventent des techniques de plus en plus performantes pour reproduire les cachets indispensables pour « authentifier » les documents « officiels ». Des cartes d'identité vierges sont fournies par des secrétaires de mairie compréhensifs ou par des vols organisés dans les services d'état-civil communaux ou départementaux. Terminée, il devient impossible de repérer une vraie-fausse carte d'identité. Le fait que Pierre Georges, dit Fabien, militant communiste engagé dans la lutte armée, apparaisse en tant que prêtre catholique, habillé d'une soutane prêtée par un curé, permet aujourd'hui d'affirmer avec certitude que cette carte d'identité est bien d'un faux !

Pour tromper la vigilance des polices française et allemande qui multiplient les contrôles, il faut plus que le savoir-faire des faussaires. Il faut rendre la nouvelle identité invérifiable, en choisissant des lieux de naissance pour lesquels les registres d'état-civil sont inaccessibles (villages détruits pendant la Première Guerre mondiale ou villes d'Afrique du Nord libérées par les Alliés à partir de la fin 1942). Il faut aussi accompagner la carte d'identité d'autres documents, tout aussi faux et tout aussi crédibles, tels une carte de rationnement, un certificat de travail ou un bulletin de salaire. Nombreux sont les résistants pourchassés ou les juifs persécutés qui ont pu échapper à l'arrestation grâce à ces documents produits et diffusés en grande quantité par les organisations de résistance.

Photographie de Marcel Rayman



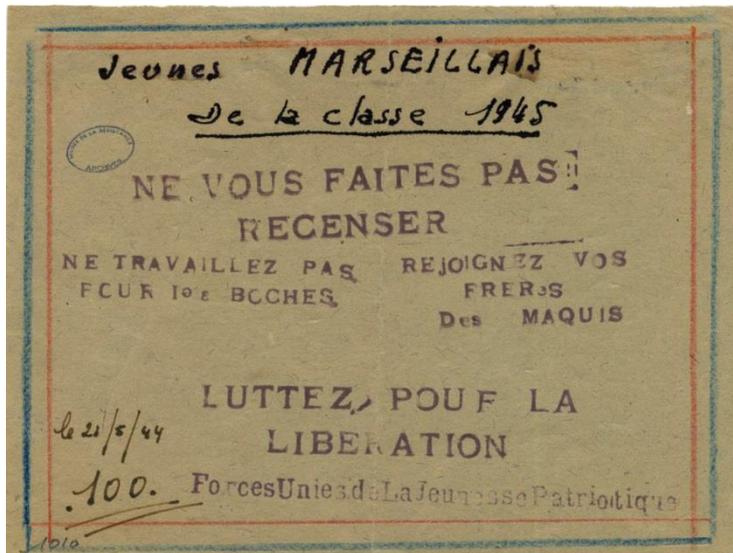
Photographie de Marcel Rayman,
publiée dans la brochure *L'Armée du Crime*,
diffusée par les services de propagande
allemands, mars 1944
coll. Musée de la Résistance nationale /
Champigny

Désignés comme des ennemis réels ou supposés par l'occupant allemand et l'État français, les jeunes de familles immigrées venues s'installer en France dans les années d'avant-guerre ont plus que d'autres des raisons de s'engager. Motivés par la défense de la France qui les a accueillis, qu'ils idéalisent et qu'ils distinguent de celle qui les discrimine, portés par les idéaux révolutionnaires internationalistes, ils acceptent le combat frontal contre des adversaires pourtant mieux équipés et plus expérimentés. Parmi les étrangers, ceux que la propagande décrit d'abord comme juifs sont les plus résolus à prendre part à la lutte armée : il en va de leur survie et de celle de leurs familles.

L'occupant allemand et l'État français perçoivent le danger, d'autant que l'une des dernières organisations en mesure de mener la guérilla urbaine en région parisienne est celle des FTP-MOI, composée d'étrangers, dont beaucoup sont par ailleurs juifs. En 1943, la police française se charge de filer et d'identifier les membres des FTP-MOI qu'elle arrête les uns après les autres. En février 1944, les Allemands profitent du procès de vingt-trois de ces résistants que la police française leur a livré pour mettre en place une vaste opération de propagande. Une « Affiche rouge » dénonce les « assassinats » et les « attentats » de ce qui est présentée comme une « armée du crime ». Les actualités cinématographiques, des tracts et des brochures tentent de faire passer l'idée que la Résistance française est aux mains des étrangers, des communistes et des juifs. Les « terroristes » sont mis en scène, tel Marcel Rayman, forcé d'être photographié un pistolet à la main, dont l'image est associée à de cadavres ensanglantés ou criblés de balles.

L'« Affiche rouge » n'a pas l'effet escompté. Les manifestations de soutien aux résistants désignés à la vindicte populaire sont nombreuses. La population française sait le courage dont doivent faire preuve ces jeunes résistants alors que le Débarquement se fait encore attendre et que la répression s'intensifie. Si elle l'ignorait, elle découvre la part prise par ces étrangers qui sont prêts à faire le sacrifice de leur vie pour que vive la France. Louis Aragon leur rendra hommage dans son poème « Strophes pour se souvenir ».

Papillon appelant à rejoindre les maquis



Papillon édité par les Forces unies de la Jeunesse patriotique, appelant les jeunes Marseillais à rejoindre les maquis, mai-juin 1944 coll. Musée de la Résistance nationale / Champigny, fonds Adrien Barron

Les maquis constituent une composante essentielle de la Résistance intérieure. Leurs effectifs gonflent avec l'arrivée de nombreux réfractaires au Service du Travail obligatoire (ou STO) en Allemagne instauré en février 1943. Les mouvements de résistance essaient de coordonner l'accueil de dizaines de milliers de jeunes, qu'il faut loger, nourrir, encadrer et former. Malgré les difficultés matérielles et les opérations de répression menées par les Allemands et les forces de l'Etat français, grâce au soutien de la population et aux parachutages des Alliés, les maquis parviennent à tenir jusqu'au printemps 1944.

À la veille du Débarquement, tant attendu, les organisations de la Résistance s'efforcent de protéger et de mobiliser la jeunesse française, toujours menacée par les réquisitions de main-d'œuvre. Dans la région de Marseille, les Forces unies de la Jeunesse patriotique (ou FUJP) diffusent des papillons réalisés à la main, avec des moyens limités, pour sensibiliser les jeunes et les inciter à ne pas seulement attendre la libération, mais à participer à sa réalisation. Le document préconise de ne pas se faire inscrire sur les listes de requis (appartenant à la « classe 45 », soit les jeunes âgés de 19 ans, susceptibles d'être envoyés travailler en Allemagne), de refuser toute forme d'implication dans l'économie de guerre de l'Allemagne (y compris en France) et de rejoindre autant que possible les groupes armés qui se sont constitués.

Si l'appel à la lutte en mai-juin 1944 peut paraître tardif, il ne faut pas oublier que le débarquement de Provence qui contribue à la libération du sud de la France n'a lieu que le 15 août 1944 et que Marseille n'est définitivement libéré que le 28 août. Beaucoup de jeunes ne trouvent l'occasion de passer à l'action que pour les derniers combats libérateurs et certains paient cet engagement ultime dans la résistance au prix de leur vie.

Photographie d'une manifestation de soutien au programme du CNR



Manifestation sur le cours de Vincennes à Paris, le 1^{er} mai 1945.
coll. Musée de la Résistance nationale /
Champigny

Le Conseil national de la Résistance (ou CNR) fait paraître en mars 1944 son programme d'action (connu aussi sous le nom « Les jours heureux », titre de la brochure contenant la programme publiée par le journal *Libération*). Ce document est à la fois une présentation de ce qui doit être fait pour aboutir à la libération du territoire français, mais aussi de ce qui devra être entrepris dans la France libérée.

Dans les mois qui suivent la libération presque totale du territoire national et avant même la fin de la guerre, les mouvements et les organisations politiques et syndicales qui se sont engagés dans la Résistance se mobilisent pour faire appliquer le contenu du programme du CNR par le Gouvernement provisoire de la République française. Le 1^{er} mai 1945, à l'occasion de la Fête des Travailleurs, les partis socialiste et communiste appellent à une grande manifestation sur le cours de Vincennes à Paris. Les organisateurs ont invité certains des premiers déportés rentrés des camps de concentration à prendre place à la tribune. Le message est clair : les souffrances de milliers de résistants – symbolisées par les rescapés dans leurs tenues rayées – et le sacrifice de milliers d'autres – représentés par leurs camarades de combat – imposent que le programme du CNR soit appliqué. L'engagement dans la Résistance trouve donc un prolongement dans la France libérée, mais l'unité nécessaire face à un adversaire commun n'est plus à l'ordre du jour. Les divergences politiques reprennent le dessus, créant de nouveaux rapports de forces dont les anciens résistants ne sortent pas forcément vainqueurs. Le temps de l'espérance et de l'exaltation cède la place au temps de la raison et parfois des désillusions.